



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère des Affaires étrangères

**Déclaration de la Ministre Marie-Josée JACOBS  
sur la politique de coopération au développement  
Chambre des députés – 11 octobre 2012**

---

Seul le texte prononcé fait foi

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Excellences,

Nous avons cette année adapté le calendrier de la présentation de notre rapport annuel, -que j'ai présenté à la commission le 16 juillet,- des Assises et de la déclaration gouvernementale sur la coopération au développement au souhait de la Chambre, pour que l'un enchaîne sur l'autre, et que le tout donne une image complète.

La politique de coopération au développement est le signe de notre solidarité avec ceux, qui vont moins bien, qui ne sont que partiellement maître de leur sort. C'est le signe d'un humanisme actif. Ensemble avec la protection des droits de l'homme et la défense des principes et valeurs, qui nous lient, c'est la base de notre action en matière de coopération au développement.

Je suis satisfaite que le Luxembourg agisse dans ce contexte et prend ses responsabilités sur le plan international. Un pays comme le nôtre, qui n'a pas toujours pu décider de son sort, doit plus que d'autres montrer, qu'il est aux côtés de ceux qui en ont besoin.

La coopération au développement, c'est la solidarité et l'exécution de nos responsabilités internationales, mais il est aussi dans notre propre intérêt que les inégalités dans le monde ne se creusent pas davantage. Avec notre aide nous agissons contre cela et participons au renforcement et à l'amélioration des capacités de nos partenaires.

En période de crise où les tentations d'un repli sur soi, sur le national, sont grandes, il est indispensable pour le Luxembourg de ne pas suivre cette voie et de montrer, que tel n'est pas notre compréhension de la vie en commun au niveau international.

Dans cet esprit la coopération au développement est pour moi un instrument d'une grande valeur avec lequel nous prenons nos responsabilités et nous démontrons notre solidarité. C'est pourquoi je suis contente et fière de pouvoir mettre cette politique en œuvre, en dialogue intense avec cette haute Chambre.

Mesdames et Messieurs,

2012 constitue une année particulière pour la coopération luxembourgeoise.

Voici 30 ans la première loi a été votée qui a fixé le cadre de notre politique. Cette année la loi a été adaptée et modernisée. L'action humanitaire y a trouvé la place qui revient à ce pan important de notre coopération. Les secteurs dans lesquels le Fonds peut agir, et les thèmes horizontaux, ont été élargis. Dans notre collaboration avec les ONG plus de transparence, sur base de critères et règles, a été introduite, notamment à travers les règlements grand-ducaux du 7 août. J'avais eu l'occasion de présenter ces règlements à la commission.

Même si certains auraient aimé aller plus loin, je pense que nous avons trouvé un équilibre adéquat sur base duquel on peut bien travailler.

Dans ce contexte, j'aimerais souligner que la cohérence des politiques, que nous exigeons et voulons tous, sera une partie intégrante de notre rapport annuel ainsi que du travail du nouveau comité interministériel.

Ce Comité se réunira pour la première fois fin octobre et rencontrera le Cercle des ONG d'ici la fin de l'année pour discuter de la cohérence des différentes politiques gouvernementales. Il est évident que mon rôle consiste à tirer l'attention des différents collègues ministres sur de possibles incohérences, ainsi que de passer en revue d'un œil critique notre travail de coopération luxembourgeoise.

Pour illustrer mes propos, permettez-moi de vous donner quelques exemples: Je peux vous garantir, par exemple, que dans nos pays partenaires nous veillons scrupuleusement à ne pas nous joindre à une activité dans le domaine agricole qui autoriserait les OGM. Nos autres engagements sur le plan multilatéral doivent être revus régulièrement pour vérifier s'ils répondent toujours à nos critères. Comme pour les OGM, ce gouvernement est conscient de sa responsabilité en matière d'agrocarburants et des services financiers. Je ne veux pas anticiper les discussions du comité interministériel, mais j'espère que tous les participants sont conscients de l'importance d'un travail sérieux.

Mesdames, Messieurs,

Il y a 20 ans l'ancien Premier Ministre Santer a pris l'engagement, devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, de remplir le critère des 0,7% du RNB pour l'aide au développement jusqu'à l'an 2000. Ce but a été atteint et l'engagement a été porté au-delà. Ce gouvernement s'est engagé à garder l'effort quantitatif pour la période 2009-2014 à 1% du RNB.

En 2011 notre APD était de 0,97% du RNB. Cette légère diminution ne constitue en aucun cas un changement de nos priorités.

Avec cet engagement, le Luxembourg se trouve en troisième place après la Norvège et la Suède, et devant le Danemark et les Pays-Bas. Malheureusement, dans l'UE globalement l'APD est tombée à 0,42% malgré l'engagement des 27 sous Présidence luxembourgeoise en 2005 d'atteindre à terme les 0,7%. Nous continuerons à promouvoir cet objectif auprès des 27 pour qu'il ne soit pas dilué.

69,18% des moyens financiers de la coopération luxembourgeoise sont allés en 2011 vers la coopération bilatérale, à travers le Fonds ainsi qu'à travers différents articles budgétaires. Il convient bien sûr ici de relever surtout la coopération avec nos neuf pays partenaires.

J'aimerais développer en détail ces partenariats particulièrement étroits et montrer où nous en sommes avec chaque pays, ce que nous représentons en tant que

bailleur dans ce pays et dans quelle direction nous nous dirigeons avec nos partenaires.

Quatre de nos partenaires se trouvent dans le Sahel et partagent le même destin. Excès climatiques, renforcés par le changement climatique, les famines, mais aussi l'insécurité et des moments politiques instables, sont tous des défis auxquels ils doivent faire face.

Il est donc normal que les Assises de cette année étaient consacrées justement à ces différentes insécurités dans le Sahel. Ce sont tous des paramètres que la coopération doit considérer. Cette situation a encore empiré à cause d'un grand pays de la région, le Mali.

Depuis le début de l'année le Mali fait face à une crise d'une extrême complexité, qui a chambardé tant l'intégrité de son territoire que 20 ans de stabilité politique. Les différents groupes armés sont dorénavant maîtres de 2/3 du territoire. Une zone de non-droit s'y est installée où tous les trafics de la région se retrouvent, entraînant les pays voisins dans la misère.

Grâce à la pression de l'Union ouest-africaine et de la communauté internationale, un gouvernement de transition a pu être confirmé sous le régime du président intérimaire le 21 août. Malgré certaines différences internes il a demandé l'assistance militaire de l'Union ouest-africaine. Ensemble avec le Mali, ils ont amené devant le Conseil de sécurité des Nations Unies un accord de principe qui sera discuté cette semaine dans le Conseil de sécurité.

Le triste cas du Mali démontre pourquoi sécurité et développement sont les deux faces d'une même médaille, et que, comme l'a remarqué l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, l'un ne peut pas fonctionner avec succès sans l'autre. Cette interaction est pour le Luxembourg depuis toujours un thème central dans notre action. Si notre candidature au Conseil de sécurité des Nations Unies est couronnée de succès d'ici une semaine, ce sera aussi un thème que nous allons mettre en avant.

La coopération luxembourgeoise était une des seules à être présente dans le Nord du Mali, et qui a montré aux habitants par exemple de Kidal et Timbouctou, qu'ils ne sont pas abandonnés. Mais lorsque la situation de sécurité est devenue insoutenable, même les derniers collaborateurs ont dû quitter cette partie du pays. Nous avons suspendu notre coopération et examiné lesquels de nos projets qui n'avaient pas de lien direct avec les autorités gouvernementales pouvaient être poursuivis, du moins partiellement, dans le Sud.

Il est difficile de prévoir l'évolution de la situation. Les discussions avec différents groupements dans le Nord sont en cours, entre autre à travers le médiateur de l'Union ouest-africaine, le Président du Burkina Faso. En parallèle, les préparations pour une mission militaire de la Cedeao, avec un soutien international, sont en cours.

Notre Programme indicatif de coopération devait aller jusqu'en 2011, même si tous les programmes n'étaient pas clôturés. Un nouveau PIC ne pourra être envisagé et

préparé qu'avec des autorités disposant d'une légitimité démocratique. Nous partons du principe que la crise, que nous espérons la plus courte possible, sera suivie d'une période de transition. Beaucoup de capacités ont été détruites et les gens ont dû quitter leurs lieux de résidence. Jusqu'à ce que nous soyons en mesure de reprendre la coopération normale, il faudra compter 2-3 ans. Pendant ce temps je ne veux pas rester les bras croisés, mais préparer les activités de transition, par exemple dans le domaine de la santé ou de l'éducation. Il ne faut pas perdre de temps, parce que la démocratie et la coopération internationale devront montrer qu'elles apportent un plus dans la vie quotidienne de tout un chacun. Le Luxembourg est prêt à faire sa part, et ce plutôt aujourd'hui que demain.

Le Niger a traversé en 2009-10 des périodes similairement difficiles à celles du Mali. Des actions anticonstitutionnelles et un coup d'Etat par après nous ont forcés à suspendre notre PIC 2008-2012. Après un référendum et des élections nous avons pu reprendre notre coopération en 2011 et signer de nouvelles conventions financières.

A cette occasion nous avons décidé de prolonger notre assistance annuelle au dispositif de prévention et de gestion des crises alimentaires du Niger. C'est un dispositif unique en Afrique de l'Ouest qui regroupe les fonds des bailleurs pour ainsi investir dans des stocks et aider les gens en détresse. Ce dispositif s'est avéré très utile cet été. Cette année le Niger a accueilli par ailleurs des dizaines de milliers de réfugiés du Mali et a fait face aux pires inondations depuis 80 ans.

Au Niger est établie la nouvelle mission européenne EUCAP Sahel pour soutenir les autorités dans le combat contre le crime organisé et le terrorisme. Sécurité et développement sont décidément très étroitement liés dans cette région. Ultérieurement cette mission pourra être étendue au Mali et en Mauritanie. Une policière luxembourgeoise y participe.

Un troisième pays, le Burkina Faso, est également touché directement par l'instabilité au Mali. Après des tensions en mai-juin 2011, la situation s'est à nouveau calmée et le gouvernement a décidé différentes réformes politiques. Le 3 décembre auront lieu les élections parlementaires et communales, que le Luxembourg cofinance comme à l'accoutumée à travers le PNUD. Etant donné la situation dans la région et le pays ces élections ont une importance particulière. Le grand nombre d'électeurs inscrits jusqu'en août – deux fois plus qu'auparavant – le confirme.

Avec environ 100.000 réfugiés du Mali, le Burkina Faso a une énorme charge à porter, qui a mené cet été à une large insécurité alimentaire. Le Luxembourg y a contribué avec une aide humanitaire.

Notre PIC 2008-2012 est en retard sur le calendrier prévu. Nous l'avons constaté en mars 2012 lors de la revue à mi-parcours. Les raisons en sont des changements de procédures et des incapacités dans l'administration de notre partenaire. Lors d'une réunion ministérielle en juillet, nous avons dès lors décidé de prolonger le PIC jusqu'en 2015 et d'étendre l'enveloppe pour l'éducation de base et le développement des télécommunications/internet. Dès qu'un projet de texte sur cette nouvelle étape est prêt, je le présenterai à la commission en charge comme pour tous les autres PIC.

Dans le quatrième pays ouest-africain où la coopération luxembourgeoise est présente, au Sénégal, la situation politique est toute autre. Même s'il y a eu des moments de tension, l'alternance politique après les élections de mars 2012 était couronnée de succès. Le nouveau président, Macky Sall, a avancé de peu les élections parlementaires pour pouvoir entamer son travail dès que possible. Cela incluait par exemple de faire face aux problèmes de insécurité alimentaire cet été au lieu de les nier. Ici aussi l'aide humanitaire luxembourgeoise était présente à travers le PAM et l'UNICEF.

L'alternance politique a provoqué une réorganisation des ministères avec comme conséquence le besoin de reformuler, du moins en partie, nos programmes pour le PIC de troisième génération. Le concept de ce PIC est différent puisqu'il insiste plus qu'avant sur la contribution du partenaire. Ceci est valable tant pour la formulation des programmes, que pour leur exécution où le partenaire prend clairement le lead. Cela implique que d'autres procédures pour la mise en œuvre et le financement doivent être initiées. D'ici la fin de l'année nous voulons clore cette étape. Nos secteurs d'intervention restent la santé et l'éducation, mais aussi la décentralisation et l'éducation citoyenne.

Avec la Belgique nous mettrons en œuvre la première coopération croisée, conformément aux principes de l'efficacité de l'aide. Cela signifie que l'un continue avec les fonds de l'autre où il dispose d'une expertise particulière. Le Luxembourg mettra en œuvre des activités de formation professionnelle avec des fonds belges, tandis que la Belgique utilisera nos fonds pour terminer des projets hydrauliques.

Depuis 2011 le Luxembourg a aussi conclu un PIC de troisième génération avec le Cap Vert, qui se concentre dans sa mise en œuvre surtout sur la qualification professionnelle. Notre aide budgétaire de 2,5 millions d'euro dans la formation professionnelle est à voir sous cet angle. Ensemble avec les autres bailleurs, l'utilisation de cette aide budgétaire sectorielle est suivie de près.

Le Luxembourg est chef de file de tous les bailleurs dans le secteur de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'emploi. Dans cette fonction nous soutenons le gouvernement du Cap Vert dans la finalisation d'une politique intégrée de ces domaines. Dans le secteur de l'eau nous sommes actifs dans la réforme institutionnelle et la gestion des ressources. L'UE est ici chef de file de tous les bailleurs.

J'ai pris la peine de décrire plus en détail notre partenariat avec les pays africains étant donné que la majeure partie de notre coopération bilatérale leur est destinée. Il est donc justifié de consacrer plus de temps à leur sujet.

En Asie, le Laos est un pays partenaire où le Luxembourg est un des plus importants bailleurs de fonds. Le PIC 2011-2015 se concentre sur le secteur social avec un accent spécial sur la bonne gouvernance. Sur initiative luxembourgeoise, les agences onusiennes au Laos se sont regroupées pour développer un programme commun sur la santé maternelle et infantile. Cela simplifie la mise en œuvre tant pour le Laos que pour nous et économise en même temps de l'argent.

Au Vietnam notre troisième et dernier PIC court jusqu'en 2015. Jusque-là nous nous concentrerons sur les régions les plus pauvres du pays, mais d'autres secteurs économiques s'ajouteront à notre travail, notamment la formation dans le secteur financier. Les produits et services de certaines entreprises luxembourgeoises disposent d'une renommée à la coopération luxembourgeoise. Il leur revient maintenant de saisir l'occasion pour maintenir ces bons contacts et lancer des projets économiques pour que nos relations bilatérales soient plus diversifiées après 2015.

Je voudrais souligner que, dans ces deux pays asiatiques, la coopération luxembourgeoise est experte en formation professionnelle dans le tourisme et l'hôtellerie grâce à différents projets bi- et multilatéraux. Ces formations sont complétées par des stages dans les écoles hôtelières de Diekirch et Wiltz.

La coopération luxembourgeoise est aussi en Amérique centrale, notamment au Salvador et au Nicaragua. Avec le Nicaragua nous lie un PIC de troisième génération jusqu'en 2014 qui se concentre surtout sur le secteur touristique. Ici, le Luxembourg est chef de file des bailleurs et une coopération déléguée de la Commission européenne à travers Lux-Development lui a été attribuée.

Au Salvador un nouveau PIC est en place jusqu'en 2015. Une grande partie de l'aide passe à travers un fond qui alimente les différents programmes dans les communautés locales. Une partie de nos moyens pour les études seront utilisés pour entamer une diversification dans nos relations et pour lancer des projets économiques.

Nous sommes d'avis que des programmes régionaux sont le plus adaptés dans ce contexte, par exemple dans la microfinance ou dans la responsabilité sociale des entreprises. J'étais ravie d'accueillir nos consuls honoraires d'Amérique centrale ici au Luxembourg la semaine dernière et de voir avec eux comment nous pouvons ramener à un dénominateur commun le développement des plus démunis dans nos pays partenaires et les relations économiques dans le sens large. La création d'une chambre de commerce régionale sur initiative de nos consuls honoraires est certainement un pas dans la bonne direction.

Les territoires occupés palestiniens ont un statut spécial dans la coopération luxembourgeoise, qui se rapproche beaucoup de celui de pays partenaire. Depuis 2007 notre aide est au même niveau avec sept millions d'euros par an. Il convient notamment de souligner notre collaboration avec l'agence onusienne en charge des réfugiés palestiniens, UNRWA.

Je voulais me concentrer aujourd'hui volontairement sur nos pays partenaires et ne pas mentionner toutes les régions où nous opérons, comme le Kosovo, la Serbie, le Monténégro, l'Afghanistan, la Mongolie, le Rwanda, ou la Tunisie suite au printemps arabe.

Mesdames, Messieurs,

Après ce passage à travers notre coopération bilatérale, j'aimerais maintenant aborder un autre volet, celui de l'aide humanitaire. Elle représente presque 15% de

notre aide publique au développement en 2011 et est mise en œuvre tout aussi bien par des canaux bilatéraux que multilatéraux.

Nos efforts se sont concentrés l'année dernière surtout sur la région du Sahel, qui, suite à la sécheresse, était victime d'une importante crise alimentaire. Dans ce cadre nous avons contribué 9 millions d'euro entre novembre 2011 et aujourd'hui. Aussi bien la Commission européenne que les Nations Unies constatent aujourd'hui que la communauté internationale a réagi à temps et de manière adéquate à cette crise, et que grâce à cette réponse rapide le pire a pu être évité.

Nous avons également soutenu nos partenaires dans de nombreux autres contextes difficiles, comme par exemple dans le Sud Soudan, au Congo, ou dans la Corne de l'Afrique.

Pour aider les milliers de gens touchés par le conflit en Syrie, tant à l'intérieur du pays que dans les pays voisins, nous avons mis à disposition plus de 1,1 million d'euros, notamment à travers la Caritas et UNHCR. Il est malheureusement important ici, comme dans d'autres zones de crise, de rester préparé pour pouvoir continuer à agir, y compris quand l'attention internationale sera moins présente.

En ce qui concerne notre plateforme de télécommunications, emergency.lu, on peut dire qu'elle est pleinement utilisée et rencontre un grand succès. La communication pour les acteurs humanitaires sur le terrain en temps de crise et dans des régions éloignées est ainsi assurée. Il ne s'agit pas uniquement de mettre à disposition nos terminaux et équipements pour les envoyer sur le terrain sur demande des différentes agences comme le PAM ou l'UNHCR. Nous travaillons intensivement sur une plateforme de communication pour améliorer la communication et l'échange d'informations entre les différents acteurs humanitaires et ainsi permettre une aide encore plus efficace. C'est aussi un instrument qui sert à ceux qui ont dû quitter les zones de crises pour rester en contact ou reprendre contact avec leurs familles.

Notre système fonctionne dans des régions très éloignées du Sud Soudan et du Mali (à Mopti). Des déploiements supplémentaires auront lieu au Népal, et sur demande de l'UNHCR, en Amérique du Sud.

L'agence de gestion des crises des Caraïbes, ainsi que l'Union Africaine sont également intéressées de s'équiper avec le matériel emergency.lu.

Le projet est donc en train de s'avérer très utile dans le domaine humanitaire. Nous sommes convaincus que ce succès apportera à nos partenaires privés des opportunités commerciales dans les prochains mois, tout à fait en conformité avec le principe du partenariat public-privé.

Mesdames, Messieurs,

Un rôle particulier, tant dans la coopération bilatérale que dans l'action humanitaire, revient aux ONG luxembourgeoises. En ce moment 97 ONG disposent d'un agrément du ministère. Je souligne que presque 20% de notre aide au développement sont exécutés par des ONG luxembourgeoises.



Il nous a été suggéré plus d'une fois, entre autre par le comité de l'aide au développement de l'OCDE, de passer moins d'aide au développement par le biais des ONG. Dans ce cas précis, je n'ai aucunement envie de suivre ces suggestions. Pour moi les ONG restent un pilier essentiel de notre coopération dont le rôle n'est pas négociable. Souvent les ONG peuvent mener des actions que les gouvernements ne sont pas en mesure de faire. A travers les ONG la population est une partie prenante directe de la coopération et voit ce qu'on peut atteindre en travaillant ensemble.

Il est important que les ONG aient des moyens financiers à leur disposition pour faire des actions de sensibilisation et d'éducation au développement dans notre société. Je suis contente que nous ayons les moyens financiers, quoique limités, pour soutenir les ONG dans cette fonction importante.

Mesdames, Messieurs,

J'ai mentionné au début de ma déclaration que l'année 2012 est une année spéciale. Cela concerne aussi la qualité de notre coopération, son contrôle, ainsi que l'amélioration de l'efficacité de notre action.

Le Luxembourg a rejoint le comité d'aide au développement de l'OCDE, le CAD, il y a 20 ans. Il était clair que notre engagement quantitatif devait aller main dans la main avec un engagement qualitatif.

Cette année nous passons par la cinquième revue des pairs et attendons avec impatience le verdict définitif sur l'amélioration de notre travail des quatre dernières années. Il est clair que nous avons conceptualisé la structure de notre coopération à travers le CAD. Aujourd'hui nous disposons d'une stratégie générale, ainsi que de stratégies sectorielles et transversales, comme celle du genre ou celle sur l'environnement et le changement climatique.

Je tenais à remercier les membres de la Chambre d'avoir accueilli les examinateurs ce printemps. Je reste bien sûr à la disposition de la Chambre pour les informer des résultats, le 26 novembre.

Améliorer l'efficacité de notre travail semble tout à fait normal. La manière dont nous mettons en œuvre notre coopération au développement a fondamentalement changé ces sept dernières années. Si nous avons commencé principalement avec une approche projet, nous pouvons affirmer, au moins depuis les PIC de troisième génération, opérer une approche programmatique et sectorielle. Cela ne veut pas dire qu'il faut nécessairement fournir de l'aide budgétaire.

Quelques mots sur la mise en œuvre du Code de conduite européen sur la complémentarité et la division du travail dans la politique de développement. Le Luxembourg fait actuellement partie d'onze initiatives de „coopération déléguée“ et de quatre de „coopération conjointe“, et ce dans neuf de nos pays partenaires. Des coopérations sont en cours avec la Commission européenne, la Belgique, l'Espagne, la Suisse et la France. Pour moi, ce sont tous des signes de reconnaissance de la qualité de notre coopération au développement.

Permettez-moi de conclure sur le sujet de l'efficacité de l'aide avec le forum de Busan: on y a conclu un partenariat global qui va bien au-delà de l'efficacité de l'aide et qui vise un meilleur développement dans un sens large. Nous savons que l'aide publique au développement à elle seule ne suffit pas pour éradiquer la pauvreté. Il convient dès lors de saluer que le partenariat précité englobe également le secteur privé, la société civile et les pays émergents. Il s'agit de voir la question du développement comme un tout, avec l'ensemble des acteurs impliqués et qui ont un impact sur le développement d'un pays ou d'une région.

La complémentarité avec la société civile est approfondie à travers notamment un appui direct à ses acteurs dans nos pays partenaires. Il s'agit également de mieux valoriser les compétences et expériences des pays du sud pour soutenir d'autres pays. C'est ce à quoi nous contribuons à travers les coopérations dites sud-sud et triangulaires.

Il est important d'être guidé par le souci constant de rendre notre aide plus efficace. Ce souci comporte à notre sens aussi un contrôle justifié/nécessaire sur la gestion des fonds publics. Mais il s'agit également de tirer les leçons de nos expériences passées afin d'assurer un meilleur suivi de nos évaluations dans tous les domaines de notre coopération. Le résumé de nos évaluations sera par ailleurs publié sur notre site internet.

L'évaluation constitue dès lors un moment certes important mais aussi normal du cycle de tout type d'intervention.

Si vous le permettez, j'aimerais aborder sous le chapitre contrôle et évaluations brièvement le rapport spécial de la Cour des comptes sur la coopération luxembourgeoise. Ce rapport, finalisé au mois de mai, a analysé avec soin le fonctionnement du fonds de la coopération au développement et celui de notre agence d'exécution, Lux Development. J'ai eu l'occasion de prendre position début juin par rapport à certains éléments factuels. Les deux documents ont été soumis à la Chambre à la mi-septembre. J'ai été particulièrement ravie de lire dans ce rapport que la Cour des comptes n'a constaté aucune erreur significative dans la gestion financière de l'agence. Peu de rapports de la Cour des comptes ont été aussi positifs. Si tel devait être le désir de la commission parlementaire compétente, je serais ravie de leur fournir des informations supplémentaires.

Monsieur le président,

Mesdames et Messieurs,

La coopération au développement luxembourgeoise oriente son action à partir des objectifs du millénaire pour le développement. L'objectif est de réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici 2015, et ce en se concentrant sur 8 objectifs spécifiques. L'année prochaine un sommet sera organisé pour évaluer leur mise en œuvre.

En ce moment on discute de plus en plus sur l'après 2015. Que faire si les objectifs ne sont pas remplis? Il faudra inclure de nouveaux acteurs et de nouveaux types de financement, mais comment? Cette discussion n'en est qu'à ses débuts mais elle

devrait nous occuper tout le long de l'année prochaine et au-delà. Il s'agit également de déterminer le lien entre ses objectifs de développement après 2015 et les objectifs en matière de développement durable issus du sommet de Rio +20. Ces objectifs, communément appelés SDGs, seront applicables à tous les pays, pour nous comme pour les pays les moins avancés. Comment assurer la cohérence entre cette démarche et les objectifs du développement?

Je vais prendre contact dans les prochaines semaines avec différents membres du high level Group dont le rôle consiste à faire rapport au secrétaire général de l'ONU sur l'après 2015. Il me tient particulièrement à cœur que cette discussion débouche sur une implication d'un plus grand nombre de partenaires et qu'on dégage de nouvelles pistes au service de l'aide au développement mais il faut éviter de diluer les objectifs spécifiques au développement. Et il n'est pas acceptable non plus que les mêmes montants financiers soient pris en compte deux ou trois fois, sous différentes „chapeaux“.

Nous le devons à nos pays partenaires.

Merci beaucoup.